

relativement rapprochées des marchés américains. Mais dans quelle mesure nos marchés intérieurs doivent-ils compter sur ces sources d'approvisionnement et, réciproquement, dans quelle mesure le Canada devrait-il permettre l'exportation chez nous de ses précieuses ressources naturelles? Voilà des questions qui suscitent beaucoup de préoccupation des deux côtés de la frontière.

Monsieur le président, cela les préoccupait peut-être beaucoup, mais pas le gouvernement, semble-t-il. Nous étions tous intéressés par la déclaration initiale du premier ministre et du président de l'Office national de l'énergie. Elle ne correspond pas à la décision du gouvernement d'autoriser l'exportation de ce produit par Emerson et le nouveau pipe-line des Grands lacs qui, en fin de compte, permettra d'entreposer du gaz aux États-Unis et d'écouler l'excédent de gaz par des moyens détournés à partir de ces puits où l'excédent sera contrôlé.

Il s'est produit autre chose aujourd'hui. On trouve dans le document parlementaire 326, le rapport déposé par le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Lisez-le et vous verrez dans l'en-tête les mots «*Trans-Canada Pipe Lines*» et toutes les autres parties intéressantes d'un en-tête, et il semble être une photocopie d'une lettre adressée à l'honorable Jean-Luc Pepin. Que dit la FPC? Selon le *Globe and Mail* d'aujourd'hui, le 16 novembre, les lettres que la *Trans-Canada Pipe Lines* a rendues publiques n'ont ni en-tête ni signature sur le fac-similé et on n'a pas donné au journal des copies de tous les documents, comme il l'avait demandé. Si vous examinez le document parlementaire, vous constaterez qu'à nous non plus.

Le ministre a dit qu'il y avait eu un certain nombre de conversations téléphoniques et de conversations privées, mais la lettre de la *Trans-Canada Pipe Lines*, qui porte une signature indéchiffrable—on n'y trouve certainement aucune indication dactylographiée—indique que les lettres ont été envoyées par le même signataire les 15 et 19 septembre. Ces lettres n'étaient pas incluses et, dans sa déclaration, la FPC ajoute que la lettre qu'elle a reçue ne portait pas d'en-tête; elle veut savoir ce qu'il y avait dans les deux lettres originales. Nous aussi. C'est une honte de voir le gouvernement se jouer du Parl et du peuple comme il l'a fait. Je suis convaincu que le gouvernement a tenu compte de considérations politiques avant de prendre sa décision. Et à mon avis, la *Trans-Canada Pipe Lines* n'a pas nécessairement eu son mot à dire à ce sujet. D'abord, on me dit que le [M. Peters.]

président de la société Algoma Steel a fait au gouvernement des avances politiques que celui-ci se devait d'examiner. Elles étaient assez fortes pour influencer partiellement la décision qui a été prise.

Un autre facteur entrain en ligne de compte et on ne le trouvera pas dans ces lettres. C'est que le Canada, par l'intermédiaire du ministre des Finances, avait décidé d'exporter notre inflation chez nos voisins du Sud. C'est la vérité et je n'en ai pas honte. Aucun Canadien ne devrait s'y opposer. Si la *Trans-Canada Pipe Lines* est obligée de jumeler son pipe-line dans le Nord de l'Ontario, un montant considérable sera acheminé vers cette région. Cela créera sûrement de l'inflation chez un petit nombre de gens qui autrement seraient sans travail. Si cette inflation est déplorable nous voulons qu'elle augmente dans le Nord de l'Ontario. Nous savons également qu'il faudra trouver de l'argent pour construire ce pipe-line au Canada et il sera peut-être plus facile d'en trouver ailleurs. J'ai reçu un document qui indique que de nombreux actionnaires de la *Trans-Canada Pipe Lines* sont de faux actionnaires et que les actions sont détenues en réalité par des intérêts américains. Ainsi, il sera peut-être plus facile de trouver de l'argent aux États-Unis.

Le passage du pipe-line par les États-Unis n'accentuera peut-être pas la tendance inflationniste au Canada, mais nous devrions vraiment songer à ce que la *Trans-Canada Pipe Lines* signifiera pour le Canada. J'ai entendu des députés du Nord de l'Ontario affirmer que le gouvernement leur avait donné l'assurance qu'il y aurait assez de gaz pour répondre aux besoins du Nord de l'Ontario pour l'avenir prévisible. Que ces députés sont bêtes! Ils vivent dans une région qui a besoin d'être développée et pas simplement rester où elle en est. Ils l'ignorent peut-être, mais la mine de fer de ma région est le résultat, non pas d'une pénurie, mais d'un fort excédent de gaz, à tel point qu'on peut se lancer dans une exploitation qui permet de transporter les boulettes de fer par rail de Kirkland Lake à Pittsburgh. C'est que le gaz était assez bon marché dans cette région. Le député de Cochrane devrait savoir que, sous le rapport du gaz, l'industrie des pâtes et papier de sa circonscription est en butte à de sérieuses difficultés.

Je voudrais citer un télégramme que j'ai reçu d'un représentant à Kapuskasing. Je m'étais informé de la situation. Le télégramme est daté du 7 novembre:

Impossible de calculer le pourcentage de la réduction du gaz à Spruce Falls étant donné les